



Encadrant·es intermédiaires : vecteurs d'injonctions... et victimes d'un système déshumanisé !

Montreuil, le 10 octobre 2025

Les encadrant·es intermédiaires du ministère de la Transition écologique occupent une place charnière. Présenté·es comme les « bras armés » de la réforme de l'État, ils et elles en subissent directement les dérives : injonctions contradictoires, isolement hiérarchique, perte de sens, désengagement croissant.

Un rouage essentiel... sous pression

Organiser les services, animer les équipes, gérer les conflits, piloter des projets et mettre en œuvre les politiques publiques : telles sont leurs missions. Pourtant, on leur demande d'appliquer sans discuter des décisions venues d'en haut, de composer avec des effectifs en chute libre et une dématérialisation imposée, de répondre à des objectifs de performance déconnectés du terrain... tout en assumant des responsabilités sans moyens ni reconnaissance.

Des injonctions descendantes, peu de pouvoir réel

- Réformes territoriales à répétition,
- mutualisations,
- restructurations permanentes,
- outils de pilotage infantilisants,
- management réduit à de la communication...

Les encadrant·es sont transformé·es en simples relais, chargé·es de « faire passer la pilule » sans jamais pouvoir la contester, absorbant seuls les tensions d'un système qui s'effondre.

Victimes d'un système qui brise

De plus en plus de cadres expriment leur perte de sens, leur sur-responsabilisation dans des équipes affaiblies, leur solitude managériale et la dégradation de leur santé, parfois jusqu'à l'épuisement professionnel.

Plus de la moitié des cadres intermédiaires dépassent les 40 heures de travail hebdomadaires. Le plus souvent, ces heures supplémentaires ne sont ni rémunérées, ni compensées. De plus, une partie d'entre eux, sous forfait-jour, n'a même pas de décompte de son temps de travail.

À cela s'ajoute un malaise salarial profond : plus de six agents sur dix estiment que leur rémunération n'est pas en adéquation avec leur charge et leur implication. Décrochage des salaires, manque de reconnaissance : le constat est clair, le salaire est aujourd'hui la première priorité.

Sortir de l'isolement : l'appel de la CGT

L'encadrement n'est pas complice de ce système inhumain : il en est la première victime.

La CGT revendique une véritable reconnaissance de l'encadrement intermédiaire, des formations managériales éthiques et adossées au sens du service public, des moyens humains adaptés aux missions, un droit d'alerte et de retrait pour les cadres, ainsi que le respect de leur expression professionnelle.

Encadrer, ce n'est pas faire obéir. C'est défendre un cadre de travail digne et juste.

Ne pas jeter sur la voie publique

Rejoignez la CGT pour un encadrement porteur de sens, au service des agent·es, des usager·es et du service public !